



Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

22 | 2020

Enfances (dé)colonisées

Introduction

Yves Denéchère et Violaine Tisseau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/5097>

DOI : 10.4000/rhei.5097

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 25 novembre 2020

Pagination : 15-24

ISBN : 978-2-7535-8108-1

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Yves Denéchère et Violaine Tisseau, « Introduction », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 22 | 2020, mis en ligne le 25 novembre 2020, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/5097> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.5097>

© PUR

Introduction

Malgré la sortie déjà ancienne de l'ouvrage, considéré comme séminal pour l'histoire de l'enfance, de Philippe Ariès¹, hors des espaces occidentaux, cette thématique peine à se constituer en champ de recherche. Néanmoins, depuis plusieurs années, l'historiographie croisant les thématiques des *Childhood and Youth Studies* et des *Colonial/Postcolonial Studies* a produit des études, en particulier dans le champ académique anglophone, qui démontrent l'importance de la place et du rôle des enfants et des jeunes dans les constructions et déconstructions impériales² et la rhétorique de la « mission civilisatrice » élaborée par les colonisateurs³. En 2012, la *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* a participé au développement de ce domaine en dédiant un numéro aux « Enfances déplacées en situation coloniale » (n° 14). Elle entend poursuivre l'exploration de nouvelles pistes de recherche en consacrant le présent dossier à la protection de l'enfance en situations coloniales et postcoloniales. En effet, dans un ensemble complexe de questions politiques et sociales, démographiques et populationnistes, philosophiques et religieuses, les enjeux coloniaux et postcoloniaux de l'enfance irrégulière ont produit des biopolitiques spécifiques. Concept avancé à la fin des années 1970 par Michel Foucault, « attentif aux mécanismes spécifiques qui encadrent la vie des individus et

Yves DENÉCHÈRE

Historien, professeur
d'histoire contemporaine à l'université d'Angers et
directeur de l'UMR
TEMOS, coordinateur du programme
de recherche
pluridisciplinaire
« EnJeu[x] Enfance
et Jeunesse ».

Violaine TISSEAU

Historienne,
chargée de recherche
au CNRS, membre
de l'IMaf (UMR 8171).

1. ARIÈS Philippe, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Éditions du Seuil, 1973 (1960).

2. Sans exhaustivité et à titre d'exemples, on peut consulter : JOBS Richard et POMFRET David (éds.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, London, Palgrave Macmillan, 2015 ; RODET Marie et RAZY Élodie, *Children on the move in Africa. Past & Present experiences of migration*, London, James Currey, 2016 ;

DENÉCHÈRE Yves (dir.), *Enjeux postcoloniaux de l'enfance et de la jeunesse. Espace francophone (1945-1980)*, Bruxelles, Peter Lang, 2019.

3. CONKLIN Alice, *A mission to civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1939*, Stanford University Press, 1997 ; POMFRET David, *Youth and Empire. Trans-colonial Childhoods in British and French Asia*, Stanford University Press, 2016.

4. GENEL Katia, « Le biopouvoir chez Foucault et Agamben », *Methodos*, n° 4 (avril), <https://doi.org/10.4000/methodos.131>.

des populations⁴ », la biopolitique – ou pouvoir sur la vie et les êtres humains – et la gouvernementalité, en tant que conduite des conduites, constituent des entrées opérantes pour aborder ces questions de l'enfance et de la jeunesse en contexte colonial. Les projets coloniaux, quelle que soit la puissance coloniale, ont attribué une forte importance socio-politique à la prise en charge d'enfants et d'adolescents abandonnés à leur sort – ou perçus comme tels – pour des raisons très variables, notamment économiques ou racistes, alors que les États nouvellement indépendants ont parfois vu dans l'enfance et la jeunesse un vivier pour construire un État et créer de nouvelles solidarités.

Ce dossier regroupe cinq textes qui entendent mettre en évidence la diversité des situations, mais qui mettent aussi en avant des similitudes fortes entre les contextes. Les colonisations britannique, belge et française peuvent ainsi être mises en regard à la fois sur des terrains africains et asiatiques et à des moments différents. Quoi de commun ou de dissemblable dans la prise en charge des enfances entre le Haut-Katanga au temps du Congo belge, le Cameroun sous mandat français, le Cambodge au tournant de l'indépendance, le Ghana dans l'entre-deux-guerres et enfin l'Algérie pendant la guerre d'indépendance? C'est ce qu'explore le présent dossier en portant attention à la confrontation des réalités coloniales/postcoloniales avec les modèles, les formes et les modalités de prises en charge de ces enfants.

UNE JEUNESSE ENTRE PROTECTION,

REDRESSEMENT ET NOUVEAUX ESPOIRS

Nous avons fait le choix de retenir ici la définition de l'enfance comme catégorie d'âge juridique entre la naissance et la majorité civile et de porter attention à une grande diversité de situations puisque les enfants et jeunes concernés relèvent à la fois de l'enfance vulnérable, inadaptée, handicapée, délinquante, « irrégulière ». Ce positionnement a permis de mettre en avant les contours mouvants de ces catégories et de révéler des visions différentes de l'enfance. Ainsi, Edoardo Quaretta place au centre de son article sur les actions des Salésiens dans le Haut-Katanga l'affrontement entre deux perceptions de l'enfance, celle élaborée par les missionnaires contre celle vécue par la population locale. Les Salésiens motivent leur action par une vision misérabiliste des enfants congolais et les décrivent comme vulnérables. En réalité, dans la

société du Haut-Katanga, ils pouvaient bénéficier d'une relative autonomie et avaient un rôle et une place bien définis, en fonction de leur genre. Le passage par l'institution scolaire a paradoxalement renforcé leur dépendance à l'égard de leurs parents et les a rendus plus vulnérables qu'ils ne l'étaient au préalable.

Dans sa contribution, Alvine Assembe Ndi souligne bien comment la protection de l'enfance constitue un des outils de la colonisation et comment les catégories sont reprises depuis l'espace métropolitain vers le Cameroun qui a, en outre, un statut particulier puisque territoire sous mandat. L'ambition est forte, de la part des acteurs publics, de « transformer » les enfants pour qu'ils trouvent leur place dans le projet colonial, soit en produisant de la main-d'œuvre bon marché ou qualifiée, soit en participant au maintien de l'ordre public et colonial. Le terme d'« enfance déficiente », selon l'auteure, concerne ainsi des enfants dans des situations diverses : abandonnés, métis, « malheureux », délinquants, vagabonds ou simplement pauvres ou indigents. La catégorie des *yaouleds* en Afrique du Nord, dont faisait partie M. Ferdjioui qui livre ici son témoignage, regroupe des enfants qui vivent de petits métiers, de mendicité, de chaparde et pose une question sociale et politique aux autorités coloniales⁵. Anne Hugon indique quant à elle que la catégorie « délinquance juvénile » n'apparaît que dans les années 1920 au Ghana, à un moment où le nombre de délits commis par des « jeunes » gagne en visibilité. Elle met aussi en avant les liens avec les politiques métropolitaines de « gestion » des enfances délinquantes. Edoardo Quaretta, analysant l'action des Salésiens dans le Haut-

5. TARAUD Christelle, « Les yaouleds : entre marginalisation sociale et sédition politique », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 10, 2008, p. 59-74 ;

ROTAHER Bruno de, « Les yaouleds de Casablanca et leur participation aux émeutes de décembre 1952 », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 4, 2002, p. 207-222.

6. SIMON Pierre-Jean, *Rapatriés d'Indochine. Un village franco-indo-chinois en Bourbonnais*, Paris, L'Harmattan, 1981 ; WHITE Owen, *Children of the French Empire: Miscegenation and Colonial Society in French West Africa 1895-1960*, Oxford Historical Monographs, 1999 ; JEURISSEN Lissia, *Quand le métis s'appelait mulâtre. Société, droit et pouvoir coloniaux face à la descendance des couples eurafricains dans l'ancien Congo belge*, Louvain, Éditions Academia Bruylant, 2003 ; SAADA Emmanuelle, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, Paris, La Découverte, 2007 ; JEAN-BAPTISTE Rachel, « Miss Eurafrica: Men,

Women's Sexuality, and Métis Identity in Late Colonial French Africa, 1945-1960 », *Journal of the History of Sexuality*, vol. 20, n° 3, 2011, p. 568-593 ; DENÉCHÈRE Yves, « Les "rapatriements" d'enfants eurasien en France à la fin de la guerre d'Indochine », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 14, 2012, p. 123-139 ; TISSEAU Violaine, *Être métis en Imerina (Madagascar) aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Karthala, 2017 ; ROSEN JACOBSON Lisbeth, "The Eurasian Question": *The Colonial Position and Postcolonial Options of Colonial Mixed Ancestry Groups from British India, Dutch East Indies and French Indochina Compared*, Uitgeverij Verloren, 2018.

Katanga, souligne la volonté d'ingénierie sociale de ce projet porté par une congrégation. L'objectif est d'en faire de bons travailleurs ; la question de la mise au travail de la population est en effet essentielle et constitutive de la colonisation. La prise en charge des enfants oscille de même sans cesse entre devoir social et intérêts calculés, de manière parfois très prosaïque comme dans l'exemple camerounais avec la question des mariages des jeunes filles et de la dot récupérée par les missionnaires.

Considérés comme « irréguliers » pendant la période coloniale, car souvent nés hors mariage et surtout venant brouiller les frontières entre colonisateurs et colonisés, les enfants métis ont fait l'objet d'une prise en charge particulière dans tous les territoires coloniaux⁶. C'est finalement la seule catégorie d'enfants proprement coloniale qui transparaît, les autres étant avant tout des transferts, reprises, adaptations des espaces métropolitains selon les cas. Ils ont constitué, dans certains territoires, un véritable enjeu au moment des décolonisations, Magali Bigaud le montre très bien en ce qui concerne le Cambodge. À cette conception de l'enfant abandonné, mais aussi exposé au danger de devenir délinquant par le simple fait de sa condition de métis, vient s'ajouter l'idée de l'inadaptation de ces enfants à la société cambodgienne, ce qui a des conséquences sur les formes de prises en charge et de protection. On retrouve ici une question commune à la délinquance, celle de l'importance du milieu et de la famille sur les trajectoires, couplée à une vision raciste des populations et à une influence forcément néfaste de l'environnement autochtone.

En filigrane, la question du vagabondage et de la mobilité de ces jeunes et enfants, leur place dans l'espace public et l'idée d'une jeunesse en perdition, en particulier en ville, constituent des éléments transversaux à l'ensemble des contributions de ce dossier. Le flou autour des catégories mobilisées par les autorités publiques ou les acteurs de la protection de l'enfance montrent à quel point la limite est ténue, dans leur esprit, entre enfants à protéger et enfants menaçants contre l'ordre (public, social, politique, colonial).

Pour répondre à l'enjeu de la protection de ces enfants, puis plus tard, contre les engagements anticolonialistes de la jeunesse, les pouvoirs coloniaux ont déployé une action sociale autant qu'ils ont mobilisé leurs appareils coercitifs et répressifs. Les États nouvellement indépendants ont eu ensuite à s'occuper des enfants et des jeunes vulnérables, contestataires ou « irréguliers », dans le cadre de nations et de projets politiques en construction, s'inscrivant dans la continuité du moment colonial ou réactivant des logiques plus anciennes de solidarité ou de mise à l'écart. Des formes de prises en charge extrêmement diverses font l'objet des contributions du dossier : de la pouponnière aux cours donnés aux mères, en passant par des centres de redressement ou des déplacements d'enfants. Comme le montre Alvine Assembe Ndi, chaque catégorie d'enfants a suscité des actions différentes. Les motivations se modifient aussi avec le temps. Au commencement, l'action en direction des enfants est pensée en termes d'exclusion ou de réintégration des enfants « malheureux », « déficients », « délinquants », « métis », tandis que l'orientation est modifiée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour privilégier les actions éducatives, entendues dans un sens large. Anne Hugon et Alvine Assembe Ndi soulignent toutes deux que les décideurs passent ainsi de la correction à la protection.

Ordre et discipline, insertion ou isolement sont des questions récurrentes. Or, la discipline ou la remise en ordre prennent parfois des formes désincarnées. Ainsi, de l'attribution de nouveaux noms pour que ces derniers soient en accord avec les milieux côtoyés. Le témoignage de Frédéric Ferdjioui s'en fait le reflet : en fonction de l'espace social et géographique qu'il fréquente, ce dernier change de prénom au fil de sa trajectoire, de Mohamed à Noël, en passant par Frédéric et Marcel. Magali Bigaud met aussi en lumière la volonté très forte d'acculturer les enfants franco-cambodgiens dans les années 1950-1960 à travers la langue d'usage et l'apprentissage du français. Quasiment absente de ce dossier, la discipline du corps est bien entendu un élément essentiel de la prise en charge

7. La jeunesse n'est pas forcément au cœur des travaux sur le sport en contexte colonial, mais c'est un angle intéressant, voir par exemple : COMBEAU-MARI Évelyne, *Sports et loisirs dans les colonies, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Eyrolles, 2005 ; ABBASSI Driss (dir.) « Le sport dans l'empire français. Un instrument de domination coloniale ? », *Outre-mers*, tome 96, n° 364-365, 2009 ; COMBEAU-MARI Évelyne, *Le sport colonial à Madagascar – 1896-1960*, Paris, Publications de la SFHOM, 2009 ; SINGARAVÉLOU Pierre et SOREZ Julien (dir.), *L'empire des sports. Une histoire de la mondialisation culturelle*, Paris, Belin, 2010.

8. Par exemple, RILLON Ophélie et BOULLY Emmanuelle, « Relire les décolonisations d'Afrique francophone au prisme du genre », *Le Mouvement social*, n° 255, vol. 2, 2016, p. 3-16.

9. JABLONKA Ivan, *Enfants en exil. Transfert de pupilles réunionnais en métropole (1963-1982)*, Paris, Le Seuil, 2007.

10. Voir par exemple BLUM Françoise, *Révolutions africaines : Congo-Brazzaville, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Rennes,

Presses universitaires de Rennes, 2014 ; JIAN Chien, KLIMKE Martin, KIRASIROVA Masha, NOLAN Mary, YOUNG Marylin, WALEY-COHEN Joanna, *The Routledge Handbook of the Global Sixties: Between Protest and Nation-Building*, Routledge, 2018 ; BLUM Françoise, « Trajectoires militantes et reconversions. À propos de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) et des années 68 », *Genèses*, 2017/2, n° 107, p. 106-130.

11. BADIANE-LABRUNE Céline, BIANCHINI Pascal, et SUREMAIN Marie-Albane de (éd.), *L'école en situation postcoloniale : entre africanisation et constructions nationales*, Paris, L'Harmattan, SEDET-Cahiers Afrique, p. 31-55 ; RILLON Ophélie, « Sexualité juvénile sous contrôle dans les écoles secondaires maliennes (1960-1970) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 42, vol. 2, 2015, p. 77-97 ; RILLON Ophélie, « Corps rebelles : la mode des jeunes urbains dans les années 1960-1970 au Mali », *Genèses*, n° 81, vol. 4, 2010, p. 64-83 ; GUIDI Pierre, *Éduquer la nation en Éthiopie. École, État et identités dans le Wolaita (1941-1991)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes – IRD Éditions, 2020.

des enfants. Le scoutisme, que Edoardo Quareta évoque rapidement, ou la dimension hébertiste de l'Association pour la formation de la jeunesse (AFJ) à Alger, avec le développement des aptitudes physiques ou encore la mise en place d'activités sportives constituent un champ à examiner⁷.

DE L'IMPORTANCE DU CONTEXTE

ET DE LA CHRONOLOGIE

L'appel à contributions de cet opus engageait à explorer plus en détail la période de la décolonisation et postcoloniale, mais très peu de propositions concernant cette période ont finalement été reçues. Si la perspective de genre permet une relecture des décolonisations⁸, on ne peut qu'engager les recherches à explorer la question de l'enfance et de la jeunesse pour ce même moment. L'absence de propositions examinant la situation dans les DOM-TOM, passés du statut de colonie à « vieille colonie », puis à département, est à déplorer. Les déplacements d'enfants réunionnais vers des départements métropolitains dans une optique de repeuplement, mais aussi de soi-disant protection d'enfants de familles modestes, ont déjà fait l'objet d'études⁹ mais le champ des migrations enfantines en contexte de décolonisation est tout juste défriché. Les années 1960, de plus en plus étudiées, sont le moment de mouvements contestataires portés par la jeunesse¹⁰ qui s'engage dans des formes nouvelles de sociabilisation telles les associations ou les syndicats. La scolarisation et la formation des jeunes deviennent aussi un enjeu considérable pour les nouveaux États¹¹.

Les textes sur le Cameroun et les recherches nouvellement engagées et décrites par Anne Hugon se font écho, soulignant une chronologie assez proche. Il s'agit là de continuités et de convergences qu'il convient d'interroger plus en détail, en particulier leur articulation avec le moment des constructions nationales. À l'inverse, les indépendances obtenues à travers des conflits armés peuvent constituer des périodes de rupture ou de transition brutale avec des conséquences importantes sur les trajectoires des individus : Frédéric Ferdjoui vit au même moment son adolescence et la guerre d'Algérie avec une mobilité qui part d'un village de Kabylie pour se terminer dans le Béarn. C'est un double moment de changement qui s'observe ici, à la fois individuel et collectif.

Il est en effet important de souligner et de prêter attention au contexte, comme toute recherche historique l'exige. Anne Hugon souligne les accents panafricanistes trouvés dans certaines lettres envoyées par des jeunes au moment de la décolonisation quand Magali Bigaud montre très bien dans son article consacré aux déplacements des enfants franco-cambodgiens comment les logiques changent avec l'apparition d'acteurs nouveaux. Si une certaine continuité existe dans la prise en charge des enfants métis, les relations internationales nouvelles et renégociées obligent à changer de positionnement ; l'on passe d'une relation tutélaire entre une métropole et un protectorat à des relations bilatérales entre deux États indépendants. Le rapport de force en est forcément modifié. Le contexte est ici important à souligner : la France et le Cambodge ont décidé de « rapatrier » les enfants eurasiens vers l'ancienne métropole, mais alors que les prises en charge ont pu être assez proches pendant la période coloniale, nul « rapatriement » d'enfants métis d'Afrique-Occidentale française, d'Afrique-Équatoriale française ou de Madagascar n'a été observé au moment des indépendances. Il s'agit donc bien là d'une politique construite entre deux pays, et non plus seulement d'une action pensée de manière impériale par la France.

UNE PROFUSION D'ACTEURS, DE LIEUX, D'ÉCHELLES

Les acteurs de la protection et de la prise en charge des enfants et des jeunes s'avèrent extrêmement variés et se multiplient avec les indépendances. Néanmoins, c'est un point commun à presque tous les textes proposés dans ce dossier que de compter parmi les acteurs et actrices de cette question les missionnaires. Sans surprise, quand on sait le lien entre colonisation et missions¹², mais à souligner néanmoins. Pour appuyer les réformes de l'ordre

12. DAUGHTON J.P., WHITE Owen (dir.), *In God's Empire. French Missionaries and the Modern World*, Oxford, Oxford University Press, 2012 ; DAUGHTON, J.P., *An Empire Divided. Religion, Republicanism, and the Making of French Colonialism, 1880-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2006 ; BORNE Dominique, FALAIZE Benoit (dir.), *Religion et colonisation xv^e-xx^e siècle. Afrique – Asie – Océanie*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2009.

social et la mission civilisatrice menée par les colonisateurs, ces derniers nécessitaient des appuis certains et surtout efficaces, tout autant que les missionnaires avaient besoin du pouvoir colonial.

Progressivement émergent des organismes internationaux qui viennent réguler la question des droits des enfants¹³. Alvine Assembe Ndi évoque le rôle important joué par la SDN au Cameroun dans l'entre-deux-guerres, ou les possibilités que le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES), au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, offre grâce à la mise en place de budgets spécifiques. Elle note aussi la création d'une direction des affaires sociales au Cameroun dans les années 1950 quand un service social est mis en place à l'ambassade de France au Cambodge pour prendre en charge les « rapatriements » d'enfants métis. Autant de traces de changements dans les formes d'action et les protagonistes de la protection des enfants. De même, les accords de coopération négociés entre pays ont constitué des leviers d'action peut-être un peu différents¹⁴ avec la participation active à des mouvements de jeunesse ou des syndicats par exemple, ou encore en employant d'autres outils pour atteindre jeunes et enfants, tel le cinéma.

Administration coloniale, missions religieuses, personnel des services de police ou de justice, organismes internationaux : autant d'acteurs de l'institutionnalisation de la prise en charge des enfants. Le jeune Ferdjioui dépend par exemple de l'Association pour la formation de la jeunesse (AFJ) créée en avril 1957. Cette association est intéressante à plus d'un titre car elle éclaire les différents acteurs engagés dans la protection des enfants. En effet, elle a été portée par Suzanne Massu, qui a été sollicitée par le juge des enfants du tribunal d'Alger, mais c'est le général Massu, son mari, identifiant bien la dimension politique et militaire de l'entreprise, qui finance et affecte du personnel militaire au centre. Cet exemple est assez significatif de la diversité des acteurs engagés et des approches multiples entre médecine, armée, justice, action caritative individuelle, mais soutenue par les autorités administratives de la colonie. Il convient ainsi de souligner l'importance des acteurs et des initiatives individuelles. L'œuvre du Berceau Indigène, créée dans les années 1930 au Cameroun est en grande partie promue par l'épouse du commissaire Bonnacarrère ; les élites du Ghana s'engagent dans la question de la prise en charge de la délinquance juvénile. Une certaine personnalisation de l'action s'observe ainsi, avec le rôle important des femmes européennes, souvent « épouses de ». L'action

13. DENECHERE Yves et NIGET David (dir.), *Droits des enfants au xx^e siècle. Pour une histoire transnationale*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015.

14. GOERG Odile, RAISON-JOURDE Françoise (dir.), *Les coopérants français en Afrique : portrait de groupe années 1950-1990*, Cahiers Afrique, n° 28, 2012.

caritative fait partie de leur champ d'action, en particulier à destination des enfants et des mères, dans un respect des hiérarchies et des rôles genrés.

Il est des acteurs importants plus ou moins présents qui apparaissent assez timidement : il s'agit de l'entourage familial, parents, grands-parents, frères et sœurs en particulier. Anne Hugon rapporte ainsi l'exemple d'une grand-mère qui sollicite les autorités coloniales et demande le placement de son petit-fils. Le grand-père de M. Ferdjioui lui confie son petit frère pour le protéger des bombardements en Kabylie. Afin de favoriser et faciliter leur insertion en France, certaines mères scolarisent leurs enfants eurasiens dans des établissements enseignant le français ou organisent à domicile des cours de cette langue dans la perspective d'un prochain « rapatriement ». Leur rôle oscille ainsi entre l'absence et l'instance décisionnaire. De l'administration coloniale aux échanges avec les autorités métropolitaines, de la mission à l'initiative de certains individus, de la famille à l'organisation internationale, c'est une multitude d'échelles qui s'entrecroisent lorsque l'on se penche sur cette question de la protection des enfants.

PRÊTER L'OREILLE ET DONNER LA VOIX À CES ENFANTS

Toutes les contributions pointent la difficulté à faire entendre directement les voix des enfants dont les traces sont parfois délicates à suivre entre archives écrites institutionnelles, religieuses ou administratives, sources orales et témoignages. Les réalités complexes entrant dans les thématiques de ce numéro sont en effet étudiées à partir de sources très variées. Outre les archives publiques qui reflètent les différentes politiques menées, les sources écrites et orales d'associations ou d'autres organisations permettent de cerner les rôles d'acteurs non-étatiques. Les paroles, plus ou moins critiques, de celles et de ceux qui sont les premières personnes concernées par cette histoire – c'est-à-dire les enfants et les jeunes eux-mêmes – sont irremplaçables. Le défi le plus grand est bien entendu de saisir, d'entendre et d'écouter les voix de ces enfants. Anne Hugon fait état de lettres envoyées à l'administration pour obtenir des aménagements de peine. Mais c'est surtout le recours à l'histoire orale ou au recueil de témoignages, plus complexe à mener le temps passant, qui permet d'écrire cette histoire à hauteur des enfants eux-mêmes. Magali Bigaud a pu recueillir les récits d'une fratrie d'enfants pris en charge par la Fédération des œuvres de l'enfance française en Indochine (FOEFI), grâce à une correspondance écrite établie avec eux.

S'appliquant à des individus vulnérables ou définis comme tels, l'expérience de la prise en charge a pu être ressentie par les enfants de manière passive et douloureuse, sans qu'il leur soit possible de résister aux injonctions en raison de la soumission attendue de la jeunesse, du renvoi à une identité racisée aliénante, de la construction de hiérarchies raciales, des assignations genrées... D'où l'intérêt de convoquer la notion d'agentivité (*empowerment/agency*) des jeunes en situation coloniale et postcoloniale et d'analyser leur rapport à l'autorité des institutions. La question de l'intime et la construction subjective des enfants eux-mêmes sont également des approches à privilégier. Leurs différents modes d'expression doivent être analysés afin de mieux comprendre comment ils ont vécu leur protection (ou l'absence de protection) en contexte colonial/postcolonial, et comment elle a contribué à construire leur identité sociale.

L'entretien avec M. Ferdjioui est ici essentiel et fait émerger de nouveaux protagonistes : les pairs, et en particulier les frères et sœurs dont le rôle invisible peut néanmoins être déterminant comme le retrace le parcours des frères Ferdjioui, le rôle d'associations et de figures de notables. Ce témoignage éclaire aussi le caractère aléatoire des destinées. Il fait état d'une connaissance intime de l'espace de la ville, de ses dangers comme de ses havres et relate l'expérience de la faim, de la violence¹⁵, de l'abandon aussi, des pleurs : autant de choses difficilement saisissables sans le recours à l'entretien, avec comme biais le fait qu'il s'agisse de souvenirs et non d'expériences transcrites sur le vif. Le recours au témoignage, à la parole différée, permet en ceci d'avoir accès à l'expérience enfantine de cet élément constitutif de la colonisation qu'est la violence, encore plus directement dans cet exemple car elle est vécue en temps de guerre. Il est donc fondamental de mener cette histoire en lien avec les premiers acteurs de celle-ci, les enfants. Ce dossier en est un des éléments.

15. DUMAS Hélène, « Enfants tueurs, enfants victimes : expériences enfantines de 1994 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2014, n° 122, p. 75-86.